

Conférence de presse du Président de la République : Le changement ce n'est pas maintenant !

Dans son intervention le Président de la République a apporté ses propres réponses aux revendications des syndicats et exigences de la population.

La Fédération des Personnels des Services Publics et des Services de Santé Force Ouvrière constate que le Président n'a malheureusement pas pris la mesure de l'état dans lequel se trouve la fonction publique.

A l'heure où de nombreux établissements et collectivités sont en grève, le Président estime que la ligne qu'il a arrêtée dans ses projets de lois « ma santé 2022 », loi Blanquer, et loi de transformation de la Fonction publique, améliorera le service public.

Force Ouvrière s'inscrit en faux dans le résultat annoncé de cette politique. Au contraire, nous avons la certitude que cela va aggraver la situation des hôpitaux, réduire l'offre de soins et les services de proximité ...

Si le Président annonce une nouvelle fois qu'aucun hôpital ne fermera d'ici la fin de son quinquennat, il oublie de déclarer que d'ores et déjà de nombreux services et de maternités vont être, par contre, définitivement supprimés et que ce processus initié au travers des GHT que FO combat, s'accélèrera avec la « labélisation » des hôpitaux dits de proximité créés par la loi « ma santé 2022 ».

De plus, aucune annonce n'a été faite sur l'augmentation des salaires des agents publics et sur le nécessaire dégel de la valeur du point d'indice après plus de 10 années de gel. Au contraire, le Président veut instaurer le salaire au mérite pour les fonctionnaires, mesure qui entraînera des injustices inacceptables.

Au niveau de la future réforme des Retraites, aucune inflexion sur la mise en place d'un régime par point et universel, ce qui accentuera le chacun pour soi, la fin de la solidarité et la baisse, de fait, du montant des retraites.

Quant à l'annonce de la baisse de l'impôt, pour FO c'est un miroir aux alouettes qui entraînera moins de services publics avec des conséquences directes pour les citoyens.

Le président n'entend manifestement pas les revendications syndicales des secteurs hospitaliers et territoriaux et persiste dans la feuille de route qu'il a établie depuis 18 mois. Ceci signifie également qu'il maintient également les 70 000 suppressions dans la fonction publique territoriale et 30 000 dans le secteur hospitalier même s'il laisse entendre l'inverse.

C'est pourquoi, la Fédération FO des Services Publics et des Services de Santé appelle l'ensemble des fonctionnaires à se mobiliser le 9 Mai et faire la grève.

La reconduction de la grève doit aujourd'hui plus que jamais être à l'ordre du jour.

Le Secrétariat Fédéral

Paris, le 26 Avril 2019